



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 14 DECEMBRE 2023
DECISION n° SDU/2023-024

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le 18 mars 2004.

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2023-024**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. Olivier BALEDENT

Maîtres de conférences et personnels assimilés :

- M. Larbi CHRIFI-ALAOUI, rapporteur

Etudiants :

- Mme Clara MAMET
- M. Sofiane CASISA

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 16 octobre 2023 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 10 novembre 2023.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX accompagnée de Mme AAA, personne de confiance, étant présentes ;

Après que le rapporteur a fait lecture du rapport d'instruction ;

Après avoir entendu l'étudiante, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, cette dernière ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante et son conseil se sont retirés ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 16 octobre 2023, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant [REDACTED], inscrite en Licence 2 LLCER, à l'UFR de Langues et Cultures Etrangères, pour menaces de mort et propos diffamatoires proférés de manière publique sur le réseau social X les 13 et 16 septembre ainsi que le 4 octobre 2023.

Considérant que l'intéressée reconnaît être l'auteure d'un tweet dans lequel elle profère des menaces de mort à l'encontre de son professeur qu'elle désigne nommément, mais explique avoir fait une faute de frappe commise lors de l'écriture du message en écrivant « jle tue quand » au lieu de « jme tue » ;

Considérant que l'intéressée a justifié l'emploi de ces termes par le fait qu'il soit courant pour les adolescents d'utiliser ce type de langage sur les réseaux sociaux ;

Considérant que l'intéressée reconnaît également être l'auteure d'un tweet dans lequel elle écrit des propos diffamatoires à l'encontre de ce même professeur, l'accusant de transphobie, mais expliquant l'avoir rédigé « sous le coup de la colère », « de façon impulsive et immature ».

Considérant que l'intéressée reconnaît que les tweets incriminés émis sur le réseau social X étaient des messages à caractère public, bien qu'elle ait pensé en les écrivant que ses propos étaient tenus en privé au sein d'un cercle restreint d'utilisateurs du réseau social ;

Considérant que la publication de messages appelant à tuer un enseignant est constitutive de faits de menaces de mort ;

Considérant que la publication de messages accusant un enseignant de transphobie, sans preuve, est constitutive de propos diffamatoires ;

Considérant que les faits reprochés à l'intéressée sont de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement et à la réputation de l'université ;

Considérant que l'intéressée s'est excusée auprès de la commission de discipline dans un courrier adressé le 2 novembre 2023 suite aux propos qu'elle a publiés sur le réseau social X ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX** :

une exclusion de trois mois ferme de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 3 : Il est en outre conseillé à **Madame XXX** de prendre contact avec le Service de Santé Etudiante afin de pouvoir être aidée pour gérer ses émotions.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le vendredi 15 décembre 2023

**La Présidente
de la Commission de discipline**

La secrétaire de séance

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Marylène POINTURIER

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 14 DECEMBRE 2023
DECISION SDU/2023-025

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le 18 juillet 2005.

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2023-025**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire
- M. Olivier BALEDENT

Maîtres de conférences et personnels assimilés :

- M. Larbi CHRIFI-ALAOUI, rapporteur

Etudiants :

- Mme Clara MAMET
- M. Sofiane CASISA

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 8 novembre 2023 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 10 novembre 2023.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX et son conseil, une étudiante de sa promotion, étant présentes ;

Après que le rapporteur a fait lecture du rapport d'instruction ;

Après avoir entendu l'étudiante, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, l'étudiante ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante et son conseil se sont retirés ;

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 8 novembre 2023, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant [REDACTED], inscrite en L1 d'Economie et de Gestion, à l'UFR d'Economie et de Gestion, pour fraude à l'examen constatée avec l'usage d'un téléphone portable durant le partiel de mi-semester le 25 octobre 2023

Considérant que le « Procès-verbal de constatation de fraude » du 25 octobre 2023 rapporte que **Madame XXX** a été surprise en train de se servir de son téléphone portable pendant l'épreuve de « Mathématique, Statistique », partiel de mi-semester qui avait lieu le 25 octobre 2023 ;

Considérant que **Madame XXX** a reconnu avoir utilisé son téléphone lors de ce partiel, dans une lettre manuscrite qu'elle a signée et qui est contresignée par la surveillante de l'épreuve, datée du 25 octobre 2023 ;

Considérant que devant la commission de discipline, **Madame XXX** a expliqué avoir été en possession de son téléphone afin de regarder l'heure et non pour tricher, car l'heure n'était pas affichée dans la salle d'examen ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, l'utilisation du téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibée, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen ;

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX**:

une exclusion d'un an avec sursis de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ainsi qu'au Président de l'Université de Picardie Jules Verne et au recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le vendredi 15 décembre 2023

**La Présidente
de la Commission de discipline**

La secrétaire de séance

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Marylène POINTURIER

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr